

Article 21 du Règlement

M. le Président: A l'ordre! Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est écoulé.

* * *

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

L'INVESTISSEMENT RELATIF À LA DOMTAR—LE QUÉBEC

M. François Gérin (Mégantic-Compton-Stanstead): Monsieur le Président, l'investissement projeté de 1 milliard 200 millions de dollars par la compagnie Domtar dans les Cantons de l'Est doit être encouragé et fortement appuyé, car il est nécessaire à la survie à long terme de l'usine, nécessaire pour faire face à la concurrence internationale, nécessaire pour accroître la productivité et la compétitivité de la compagnie. Il est aussi nécessaire pour la survie de la ville de Windsor, pour les producteurs de bois de ma circonscription qui approvisionnent la compagnie, pour l'économie des Cantons de l'Est, de l'Estrie et de tout le Québec.

Et je me félicite, avec les députés libéraux présents en cette Chambre, de voir que les dirigeants de la compagnie, le gouvernement provincial et notre gouvernement examinent ensemble les moyens à prendre pour s'assurer que cet investissement nécessaire se réalisera.

Les résultats des dernières élections démontrent que c'est de cette manière que les Canadiens veulent que le pays soit administré, non par des promesses irréflechies qui risquent de conduire le pays à la faillite, non par l'attitude, comme on le voit depuis quelques jours, de certains députés libéraux qui bêlent à tout venant comme des moutons égarés ayant perdu leur chef, mais bien par la consultation avec les divers intervenants, par l'étude complète de toutes les avenues possibles . . .

M. le Président: Je regrette d'avoir à informer le député que son temps de parole est écoulé.

* * *

[Traduction]

L'IMMIGRATION

LA RÉUNIFICATION DES FAMILLES—L'INCIDENCE DES NOUVEAUX RÈGLEMENTS

M. David Orlikow (Winnipeg-Nord): Monsieur le Président, étant donné le nombre élevé d'immigrants qui sont arrivés au Canada ces dernières années, il n'est pas étonnant que le nombre des demandes, en vue de faire venir ici des membres des familles immigrantes, augmente. La plupart des Canadiens approuvent le principe de la réunification des familles. Cependant, le ministère de l'Emploi et de l'Immigration vient de hausser le niveau du revenu que les immigrants reçus doivent gagner pour pouvoir faire venir leur famille. Dans certains cas, leur revenu annuel doit se situer entre \$26,000 et \$30,000, ce que bien des immigrants reçus et même la plupart des Canadiens ne gagnent pas.

• (1410)

Les porte-parole de groupes d'immigrants se sont dits étonnés et déçus de la nouvelle échelle des revenus que le ministère

a établie et ils n'ont pas manqué de signaler que cette mesure nuirait énormément à la réunification des familles.

A Winnipeg, on a refusé depuis trois mois 87 des 558 demandes faites par des personnes qui souhaitaient faire venir des membres de leur famille au Canada, parce que le demandeur ne gagnait plus suffisamment d'argent. La situation se répète dans la plupart des grandes villes canadiennes, notamment à Montréal, à Toronto et à Vancouver. J'exhorte le ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{le} MacDonald) à réviser personnellement la nouvelle échelle des revenus que son ministère a imposée et qui afflige tellement les néo-Canadiens.

* * *

[Français]

L'EXPANSION ÉCONOMIQUE RÉGIONALE

LA POSITION DU GOUVERNEMENT

M. Clément M. Côté (Lac-Saint-Jean): Monsieur le Président, à mon avis, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il reste au moins une caisse de résonance aux députés d'en face!

A mon avis, lorsqu'un membre «suiveux» de la députation libérale québécoise ose s'indigner de la décision du ministre de l'Expansion industrielle régionale (M. Stevens), il démontre, encore une fois, sa piètre compréhension de la politique du Canada.

A mon avis, lorsque le député de Bourassa (M. Rossi) parle de faiblesses, d'inertie et d'indifférence du caucus du parti progressiste conservateur, en plus de se remémorer son parti, il induit malicieusement en erreur la population canadienne et québécoise sur la triste réalité à laquelle ce gouvernement fait face.

Si le gouvernement progressiste conservateur actuel ne peut accéder à la demande faite par la compagnie Domtar, c'est justement à cause de l'indifférence et des folles dépenses du gouvernement libéral antérieur qui nous astreignent maintenant à devoir composer avec un déficit record et sans aucune marge de latitude.

Monsieur le Président, le caucus du Québec sera toujours avec le premier ministre pour prôner, comme lui, une approche raisonnable et pour dialoguer avec les principaux intervenants . . .

M. le Président: A l'ordre! Je regrette d'informer l'honorable député que son temps de parole est écoulé.

* * *

[Traduction]

LE PREMIER MINISTRE

M. Don Boudria (Glengarry-Prescott-Russell): Monsieur le Président, des Canadiens d'un bout à l'autre du pays téléphonent à mon bureau pour accuser le gouvernement actuel de semer la destruction. Le gouvernement ne respecte nullement les Canadiens. Quelqu'un, dans les rangs des conservateurs, devrait avertir le premier ministre (M. Mulroney) qu'il n'a pas été élu président des États-Unis et que nous n'avons pas adopté le régime américain. Il est grand temps que le premier ministre cesse d'agir comme s'il était le président des États-Unis.